



EMMA MOORE/TROMPETTE; AMIR LEVY, AHMAD GHARABLI/AFP, DEBBIE HILL/POOL/AFP VIA GETTY IMAGES; ARIAN ZWEGERS, OSEVENO, ALPHA BAKEMONO VIA WIKIMEDIA COMMONS

Qui est derrière la guerre contre Netanyahu ?

Les attaques contre le chef d'État israélien remontent à un seul homme.

- Richard Palmer et Mihailo S. Zekic
- [15/08/2024](#)

Israël lutte actuellement pour sa survie. Après des mois de guerre avec le Hamas à Gaza, ce dernier détient toujours 100 otages israéliens, morts ou vivants. Des soldats meurent chaque jour. Aujourd'hui, Israël est confronté à un mandataire iranien bien plus puissant dans le nord : le Hezbollah. Depuis le 8 octobre, plus de 5 000 roquettes, drones et missiles ont été lancés sur Israël depuis le Liban. Aujourd'hui, ils sont tirés plus fréquemment : plusieurs fois par jour, des Israéliens courent vers des abris, et 100 000 Israéliens sont déplacés pour une durée indéterminée. La probabilité d'une guerre à grande échelle avec le Hezbollah met les Israéliens mal à l'aise à l'idée que d'autres membres de leur famille soient appelés sous les drapeaux.

Alors que Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien, s'efforce de poursuivre cette guerre, il est confronté à ses propres batailles. Les tribunaux internationaux l'attaquent et le menacent de mandats d'arrêt internationaux. À l'intérieur du pays, une minorité israélienne extrêmement perturbatrice descend quotidiennement dans la rue, fermant les autoroutes et appelant à l'éviction de Netanyahu. Au sein de son fragile gouvernement, il s'efforce de maintenir l'unité, car les partis politiques de la droite menacent de quitter la coalition.

PT_FR

En coulisses se cache un ennemi de Netanyahu et d'Israël, qui a donné du pouvoir aux forces adverses et a joué un rôle dans toutes ces batailles.

Cet ennemi est l'ancien Président des États-Unis, Barack Hussein Obama.

Hostilité persistante

Depuis mai 2009, lorsque Netanyahu a rencontré le Président Obama nouvellement élu, les deux hommes ont été en désaccord.

« Lorsque nous sommes passés à la question palestinienne », a déclaré Netanyahu, « Obama a retiré les gants ». Obama a rejeté la faute pour le conflit entre Arabes et Juifs sur Israël, a exigé une solution à deux États, et a insisté sur le fait qu'«

aucune brique » ne devait être ajoutée à aucune colonie israélienne. Netanyahu n'était pas d'accord et a déclaré au président : « Je ferai tout ce qu'il faut pour défendre mon pays. »

Dans son célèbre discours du Caire, un mois plus tard, Obama a clairement indiqué que les deux hommes ne seraient pas non plus d'accord sur l'Iran. « Aucun pays ne devrait décider à lui seul qui peut détenir des armes nucléaires », a-t-il déclaré, indiquant que l'Amérique ne s'opposerait pas à ce que l'Iran obtienne la bombe.

La théocratie iranienne est fondamentalement opposée aux valeurs et intérêts américains. Pourtant, dans la politique d'Obama—sous le prétexte de vouloir apporter la paix dans la région—le renforcement de l'Iran est devenu un élément clé.

Les médias américains, les responsables de la politique étrangère et de nombreux hommes politiques ont suivi le mouvement sans réfléchir. Benjamin Netanyahu est devenu le principal opposant d'Obama.

Netanyahu a exposé publiquement les intentions d'Obama, notamment lors de son discours de 2015 devant le Congrès américain. En fin de compte, il n'a pas réussi à empêcher l'accord avec l'Iran, mais il a rallié l'opposition à cet accord et en a fait un enjeu majeur aux États-Unis. Grâce en partie au travail de Netanyahu, Donald Trump, une fois en fonction, a annulé l'accord et a réduit l'influence de l'Iran.

Qu'il s'agisse de la création d'un État palestinien ou de l'accord sur le nucléaire iranien, Benjamin Netanyahu est devenu le principal obstacle pour Barack Obama. Ainsi, son objectif de « poursuivre personnellement ce résultat avec toute la patience et la détermination que la tâche exige » a nécessité de se débarrasser de Netanyahu.

Au revoir, Bibi ?

Les efforts d'Obama pour détrôner Netanyahu ont commencé par des rebuffades et des critiques publiques. L'Amérique est l'allié le plus important d'Israël. Les électeurs israéliens souhaitent généralement que leurs dirigeants s'entendent avec Washington. En montrant son désaccord, Obama espérait persuader les électeurs d'évincer Netanyahu.

Ils ne l'ont pas fait, donc les attaques se sont intensifiées.

En 2015, lors de la dernière élection israélienne avant qu'il ne quitte ses fonctions, Obama a transformé le département d'État américain en arme contre Netanyahu. Il a dépensé environ 350 000 dollars pour financer un groupe de campagne qui a promu le programme « tout sauf Netanyahu ». Bien qu'il s'agissait d'une somme relativement modeste, c'était une importante indication que le gouvernement américain soutenait ce groupe. L'un des principaux stratèges électoraux d'Obama, Jeremy Byrd, s'est rendu en Israël pour conseiller le groupe et lui fournir des machines à voter.

Néanmoins, Netanyahu a remporté l'élection de 2015.

Même après le départ d'Obama, son programme de changement de régime s'est poursuivi. Lorsque le Président Donald Trump a pris ses fonctions, il a nommé un nouvel ambassadeur en Israël. Pourtant, l'homme d'Obama, l'ambassadeur Dan Shapiro, n'est pas rentré au pays. Au lieu de cela, il est resté là où il pouvait continuer à établir des liens entre les partisans d'Obama et les groupes anti-Netanyahu.

Malgré l'opposition politique et les élections répétées, Netanyahu s'accrochait au pouvoir.

Lorsque Joe Biden est devenu le locataire de la Maison Blanche en 2021, son mandat est devenu essentiellement le troisième mandat d'Obama. Finalement, en mars 2021, Netanyahu a perdu les élections et a été remplacé par une nouvelle coalition.

Le problème, c'est que cette nouvelle coalition n'était d'accord que sur un point : elle voulait le départ de Netanyahu. Une fois cela accompli, ils n'avaient rien d'autre en commun. Un an plus tard, la coalition s'est effondrée et, en décembre 2022, Netanyahu était de retour.

Les collaborateurs d'Obama ont dû élaborer un autre plan. Cette fois, ils ont utilisé la controverse sur la Cour suprême d'Israël comme une arme.

Ce tribunal s'est attribué le pouvoir d'annuler les lois qu'il n'aime pas, non pas sur la base d'un raisonnement juridique, mais parce qu'elles sont « déraisonnables ». Netanyahu et ses partisans se sont battus contre cet abus de pouvoir. D'autres craignent qu'un tribunal affaibli ne les rende vulnérables à la tyrannie. Obama a profité de l'occasion pour accroître et exploiter cette division. Il a ressorti les mêmes outils qui lui ont servi lors du Printemps arabe, et encouragé des manifestations en Israël.

Une fois de plus, le département d'État a accordé un financement modeste mais symboliquement significatif à des groupes de protestation comme le Mouvement pour un gouvernement de qualité. Les mêmes organisations « caritatives » qui ont encouragé le vote massif par correspondance lors des élections américaines de 2020 se sont également impliquées. Le Nouveau fonds israélien, soutenu par les *Open Society Foundations* de George Soros, a été un acteur clé.

L'ambassadeur américain Thomas Nides a alors apporté son soutien aux manifestants anti-Netanyahu en déclarant : « Je pense vraiment que la plupart des Israéliens ne veulent pas que l'Amérique se mêle de leurs affaires. » Il a également averti que le soutien américain à Israël aux Nations Unies était basé sur la « démocratie » et les « valeurs partagées », une menace voilée que si Israël n'obtempérait pas, l'Amérique abandonnerait Israël aux Nations Unies.

Guerre

Puis vint le 7 octobre 2023. Le massacre de ce jour n'aurait vraisemblablement pas eu lieu sans les milliards que les administrations Obama et Biden envoyaient à l'Iran en guise d'allègement des sanctions pour qu'il les dépense pour ses mandataires. Cela ne se serait pas produit si le gouvernement américain avait posé une menace de représailles crédible (comme l'assassinat de Trump du « super général » iranien Qassem Soleimani). Cela ne veut pas dire que le 7 octobre a été sciemment organisé par l'« État profond » Obama-Biden. Mais tout ce que faisait l'administration Biden — y compris le renouvellement de l'allègement des sanctions et la reprise des négociations nucléaires — contribuait à préparer l'Iran à attaquer par l'intermédiaire du Hamas. Et la guerre a certainement contribué à saper la cause de Netanyahu.

En tant que dirigeant d'Israël, Netanyahu était l'ultime responsable du plus grand échec de l'histoire du pays en matière de renseignement, qui a conduit au plus grand massacre de Juifs depuis l'Holocauste. Les sondages ont montré qu'un nombre écrasant d'Israéliens souhaitaient le départ de Netanyahu.

Cependant, malgré les pressions exercées de toutes parts pour qu'il démissionne ou qu'il organise de nouvelles élections, Netanyahu est parvenu à rester au pouvoir. Les Israéliens sont largement favorables à son maintien temporaire au pouvoir pour mener la guerre contre le Hamas et d'autres mandataires de l'Iran. De nombreux experts pensaient que la guerre ne serait pas favorable à Netanyahu, car les Forces de défense israéliennes devaient affronter un ennemi bien implanté dans une zone urbaine. Bien que cela ne se soit pas déroulé parfaitement, Israël a évité des pertes massives parmi ses propres soldats et civils.

Maintenant, la guerre pose une double menace à l'agenda d'Obama : Netanyahu pourrait survivre—et le Hamas pourrait être paralysé.

Le Hamas est un outil essentiel pour l'Iran. S'il est anéanti, cela minerait le plan d'Obama visant à transformer radicalement le Moyen-Orient. C'est pourquoi l'Amérique a tenté d'empêcher l'invasion israélienne de Rafah, pourquoi Biden a retenu l'aide promise à Israël, et pourquoi il a empêché Israël de répondre à l'attaque à la roquette lancée par l'Iran en avril. L'administration Biden a également tenté (et partiellement échoué) de construire un quai permettant à des personnes extérieures d'envoyer de l'« aide » (ou des armes) au Hamas sans contrôle israélien.

Obama et sa bande ont également tenté de saper le soutien des États-Unis à Israël. Les financiers liés à Obama ont soutenu les manifestations d'étudiants dans les universités américaines. Les manifestations des étudiants sur les campus « incluent certains des plus grands noms dans les cercles démocrates : Soros, Rockefeller, et Pritzker », a rapporté *Politico*. « Un petit groupe de personnes fortunées joue souvent un rôle prépondérant dans le financement » du mouvement pro-Hamas.

Les principaux soutiens des manifestations étaient *Jewish Voice for Peace* et *IfNotNow*. Ceux-ci sont soutenus par la *Tides Foundation*, un groupe soutenu par George Soros et, auparavant, Bill et Melinda Gates. Nick et Susan Pritzker, qui ont donné plus de 300 000 dollars à la campagne 2020 de Biden, financent aujourd'hui des manifestations pro-palestiniennes. Susan Pritzker et Obama sont de vieux amis.

Ces manifestations ont déformé les perceptions en Amérique. Selon un sondage réalisé les 24 et 25 avril auprès de près de 2 000 électeurs inscrits, 80 pour cent des Américains affirment soutenir Israël plutôt que le Hamas, mais les manifestations donnent l'impression qu'il y a des divisions et des mérites de part et d'autre.

Tribunaux kangourous

Netanyahu a également été attaqué sur la scène internationale. La Cour internationale de justice (CIJ) enquête sur Israël pour génocide et a rendu des arrêts qui donnent une mauvaise image d'Israël. Le Procureur en chef de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a accusé personnellement Netanyahu, ainsi que le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, de crimes de guerre.

Ces deux organisations ont des liens avec Barack Obama.

Lorsque la CIJ a commencé son enquête sur le génocide, Joan Donoghue était la présidente de la cour. Elle avait rejoint la Cour directement depuis le département d'État d'Obama, où elle occupait le poste d'avocate principale. « Elle a conseillé sur l'application du droit international des droits de l'homme et la rédaction de résolutions des Nations Unies, ainsi que sur la supervision des travaux juridiques relatifs au droit maritime et aux processus d'approbation des traités », indique l'une de ses biographies. « Elle a également mis en œuvre les décrets du Président Obama sur Guantanamo, notamment en ce qui concerne la détention et les interrogatoires. »

Lorsque le mandat de Mme Donoghue a pris fin au début de l'année, elle a été remplacée au sein de la CIJ par Sarah Cleveland, une autre conseillère juridique du département d'État pendant les années Obama. Au cours de son mandat (2009-2011), elle a participé à des travaux juridiques relatifs à la guerre, à la lutte contre le terrorisme et aux droits de l'homme. Elle n'a pas hérité du titre de juge en chef de Donoghue, mais elle est toujours une ancienne candidate nommée par Obama qui fait maintenant partie d'un groupe international qui s'en prend à Israël.

Entre-temps, Amal Clooney, épouse de l'acteur et activiste George Clooney, faisait partie des procureurs de la CPI qui ont recommandé de s'en prendre à Netanyahu. Khan aurait spécifiquement demandé à ce qu'elle fasse partie de cette affaire.

Les Clooney et les Obama sont des amis de longue date. Dès 2006, George a fait campagne avec le sénateur Obama pour

des causes telles que la crise du Darfour au Soudan. En 2009, le Président Obama a invité Clooney à la Maison Blanche pour discuter de la politique africaine, et Clooney a offert des conseils en politique étrangère. Aussi récemment qu'en 2022, les fondations Clooney et Obama, ainsi que la fondation Bill & Melinda Gates, ont annoncé des projets communs. Les Clooney ont invité les Obama à leur maison de vacances sur le lac de Côme en Italie.

Les personnes à la tête de ces tribunaux font partie du cercle social des Obama. Compte tenu de l'influence conférée à Obama par ses collaborateurs à Washington, qui peut dire qu'il n'a pas exercé la même influence sur la CIJ et la CPI ?

La CIJ a le moins de pouvoir des deux ; elle est impuissante si ses arrêts ne sont pas appliqués par le Conseil de sécurité des Nations unies CSNU). Mais la décision de la CPI, si elle est approuvée, signifie que tout pays qui a signé le Statut de Rome (qui a créé la CPI) serait obligé d'arrêter Netanyahu s'il mettait un jour le pied sur son sol. Cela inclut l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, le Japon et de nombreux autres pays influents.

L'arrêt le place également en compagnie ignominieuse. En raison d'une absence de moyens pour faire appliquer la loi, la CPI est généralement réticente à mettre en accusation des chefs de gouvernement en exercice. Le Président soudanais Omar el-Bechir — l'homme responsable du fameux génocide au Darfour — faisait exception à cette règle en 2009. La CPI l'a arrêté en 2020. L'année dernière, la CPI a lancé un mandat d'arrêt contre le Président russe Vladimir Poutine pour ses enlèvements massifs de bébés ukrainiens, qui relèvent également des lois sur le génocide. Selon la CPI, Netanyahu est un criminel au même titre que Bechir et Poutine.

Tout le monde ne soutient pas la CPI aux États-Unis. La Chambre des représentants a voté le 4 juin pour adopter une législation qui imposerait des sanctions sur la cour en attendant l'approbation du Sénat. (Le Sénat contrôlé par les démocrates n'est pas pressé de soumettre le projet de loi au vote, et Biden a déclaré qu'il « s'oppose fermement » au projet de loi.) Biden, pour sa part, a qualifié les conclusions de Khan d'« outrageantes ».

Nations unies contre Israël

Le 31 mai, Joe Biden a annoncé au monde entier qu'Israël avait présenté un nouveau plan de paix qui semblait acceptable pour le Hamas. Un retrait de Gaza en trois étapes permettrait de libérer les otages et de mettre fin à la guerre.

Biden mentait. C'était le même plan de paix obsolète que son administration avait défendu pendant des semaines, déguisé en nouvelle initiative israélienne. Le fait qu'il ait passé la majeure partie de son discours à persuader les Israéliens d'accepter le plan qu'ils étaient censés avoir créé était un indice que quelque chose n'allait pas.

Mais encore une fois, Joe Biden n'est pas le véritable instigateur de ce plan.

Quelques jours plus tard, Obama a écrit trois paragraphes sur son compte X en soutien au plan de Biden. Il a qualifié cela de « plan clair, réaliste et juste pour établir un cessez-le-feu immédiat et mettre fin à la guerre à Gaza », un plan qui donnerait aux Palestiniens « la sécurité, la liberté et l'autodétermination qu'ils recherchent depuis si longtemps ».

Le 3 juin, les États-Unis ont proposé à l'UNSC un plan de cessez-le-feu basé sur la proposition de Biden. Depuis des mois, les Nations unies s'efforcent d'apporter une réponse significative à la guerre entre Israël et le Hamas. Mais le 10 mai, le Conseil de sécurité a presque unanimement accepté la proposition. Sur ses 15 membres, 14 ont voté pour et la Russie s'est abstenue, ce qui a permis l'adoption de la mesure.

La résolution affirme qu'Israël a déjà accepté ces conditions. À l'heure où nous écrivons ces lignes, Israël n'a pas encore accepté publiquement la proposition de cessez-le-feu, mais il a laissé entendre qu'il pourrait s'y conformer. À proprement parler, la résolution n'impose rien à Israël et le Hamas doit encore l'accepter formellement. Mais il se pourrait bien que ce soit la résolution approuvée par Obama qui fasse plier Israël.

Les mandataires en Israël

Toutes ces attaques mettent Netanyahu sous pression. Mais pour le démettre de ses fonctions, un politicien local doit manier le couteau. Nombreux sont ceux qui veulent prendre son poste, mais, une fois de plus, les sondages montrent que les Israéliens souhaitent majoritairement que Netanyahu reste en poste au moins jusqu'à ce que le Hamas soit traité.

L'administration Biden a donc essayé d'encourager ses rivaux. Le mois dernier, elle a invité Benny Gantz à lui rendre visite. Le *Financial Times* a écrit qu'il était traité « comme s'il était chef de gouvernement. Prier pour que Benny Gantz remplace Benjamin Netanyahu comme prochain premier ministre est désormais la politique officieuse du président américain » (8 mai).

L'administration Biden tente clairement de diviser la coalition de Netanyahu. Gaudi Taub a écrit dans *Tablet* : « Jamais auparavant une administration américaine n'avait travaillé de manière aussi systématique pour saper la démocratie et la souveraineté israéliennes, un effort particulièrement choquant dans le contexte d'une guerre existentielle pour la survie à la suite d'une odieuse série d'assassinats terroristes à grande échelle. Les guerres offrent des opportunités, et il semble clair que l'opportunité que l'administration Biden a vu dans les attaques du 7 octobre avait moins à voir avec la garantie de la sécurité d'Israël qu'avec l'étouffement de toute résistance restante à la politique d'intégration régionale pro-iranienne de Washington » (7 mai).

Gantz a démissionné du cabinet de guerre le 9 juin. Le départ de son groupe, ironiquement nommé Unité nationale, de la

coalition de Netanyahu ne signifie rien pour l'instant. Netanyahu dispose encore de suffisamment de sièges à la Knesset pour former un gouvernement. Mais au moment où la guerre touche à sa fin, le fait qu'une personne courtisée par les États-Unis se livre à un tel stratagème politique suggère que quelque chose ne va pas.

L'objectif

Obama a déclaré qu'il « poursuivrait personnellement » la formation d'un État palestinien « avec toute la patience et le dévouement qu'exige cette tâche ». Il a déjà montré qu'il était prêt à travailler aussi longtemps qu'il le faudrait, qu'il soit en poste ou non, pour transformer fondamentalement les États-Unis. Fait-il de même avec le Moyen-Orient ?

Ce que veut Obama, c'est un retrait immédiat et unilatéral d'Israël de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. En principe, l'Autorité palestinienne, dirigée par Mahmoud Abbas, prendrait la tête du gouvernement du nouvel État. Mais Abbas est un autocrate corrompu qui gère la moitié de son royaume comme son fief personnel et qui a perdu le contrôle de l'autre moitié au profit de groupes terroristes. La plupart des Palestiniens souhaitent son départ. Le Hamas, en revanche, gagne en popularité dans la rue. Et tout accord de « cessez-le-feu » légitimerait Hamas au niveau international.

Gaza est une épine mortelle dans le flanc d'Israël. Mais une Cisjordanie gouvernée par le Hamas serait un cauchemar catastrophique ; la prochaine guerre au Moyen-Orient serait beaucoup plus importante, plus longue et plus sanglante. Si ce cessez-le-feu est adopté, *le Hamas serait capable d'un holocauste de la même ampleur que celui des nazis*. Tout le monde le sait. Obama le sait.

Dans ce cas, pourquoi un dirigeant des États-Unis insisterait-il sur ce cessez-le-feu ?

La Bible révèle la réalité spirituelle qui se cache derrière les événements mondiaux. C'est la seule façon de comprendre de telles tendances. Daniel 8 : 9-12 et 11 : 21-31 prophétisent d'un homme qui fermera le temple à Jérusalem et attaquera les Juifs.

Au deuxième siècle avant J.-C., Antiochos IV Épiphane a assiégé Jérusalem et tué des dizaines de milliers de Juifs. Il a saccagé le temple, l'a profané et a tenté de détruire la religion des Juifs. Daniel 11 : 31 décrit cet assaut en disant qu'Antiochos profanerait « le sanctuaire, la forteresse », qu'il ferait « cesser le sacrifice perpétuel », et dresserait « l'abomination du dévastateur ».

Jésus-Christ fait clairement référence à ce verset dans Matthieu 24 : 15, en parlant explicitement de « l'abomination de la désolation, dont a parlé le prophète Daniel ». Mais Il en parle non pas comme d'un événement passé, mais comme de quelque chose qui se produira au temps de la fin. Il est clair qu'Antiochos Épiphane n'est pas l'accomplissement principal de cette prophétie ; il a symbolisé ceux qui suivront, des hommes qui éprouvent une haine particulière pour le tabernacle de Dieu et les Juifs.

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a expliqué cette prophétie en 2016 en écrivant : « Daniel 8 [...] est plus qu'une prédiction ; c'est une *prophétie de Dieu* sur ce qu'Antiochos *fera* dans les temps modernes ! Dieu dit que cette prophétie va prévaloir à trois moments distincts dans cette dernière fin. Il s'agit d'une prophétie pour le temps de la fin, et elle se trouve dans la Bible du peuple juif.

« Nous avons un Antiochos moderne et politique à la tête de notre nation [l'Amérique]. Et maintenant, cet Antiochos interagit avec le [dirigeant] de Juda — la nation juive ! » (la *Trompette*, mars 2016).

Pourquoi Obama déteste-t-il tant les Juifs ? Parce qu'il est influencé par le diable et parce que les Juifs ont un lien avec Dieu. « Dieu a fait une promesse de sceptre aux Juifs », expliqua M. Flurry. « Ils ont également été choisis pour préserver l'Ancien Testament et le calendrier sacré — “les oracles de Dieu” (Romains 3 : 1-2) » (ibid). Cet homme déteste les Juifs et les valeurs bibliques évidentes dans la Constitution américaine. C'est pourquoi il travaille si dur pour transformer fondamentalement à la fois les États-Unis et le Moyen-Orient.

2 Rois 14 fournit un contexte pour ce que nous voyons aujourd'hui en Israël : « Car l'Éternel vit l'affliction d'Israël à son comble et l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits esclaves et hommes libres, sans qu'il n'y eût personne pour venir au secours d'Israël. Or l'Éternel n'avait point résolu d'effacer le nom d'Israël de dessous les cieux, et il les délivra par Jéroboam, fils de Joas » (versets 26-27).

« La Bible montre qu'autrefois, Dieu a suscité le royaume d'Israël comme son représentant » écrit M. Flurry dans *L'Amérique sous attaque*. « Satan a attaqué cette nation de toutes les manières possibles. L'histoire montre qu'à un moment donné, au neuvième siècle avant J.-C., un ennemi l'a presque entièrement *détruite* — mais Dieu est intervenu. [...] Israël était dans une *affliction amère*, sur le point d'être rayé de la carte ! Il y avait un effort pour effacer le nom d'Israël — un objectif très satanique. »

Dans son livre, M. Flurry poursuit en montrant qu'il ne s'agit pas seulement d'une histoire ancienne. Le livre des Rois fait partie des anciens prophètes, dont les prophéties s'adressent principalement à ce temps de la fin. 2 Rois 14 est en fait une *prophétie* décrivant les conditions de *notre* époque. Cela signifie qu'un Antiochos moderne tente *aujourd'hui* d'atteindre le même objectif : effacer le nom d'Israël.

Le 7 octobre, le monde a reçu un aperçu clair de ce que signifie effacer le nom d'Israël. Mais les dégâts causés par le Hamas

à partir de Gaza, aussi horribles soient-ils, ont été limités. Une Cisjordanie contrôlée par le Hamas serait une bombe à retardement menaçant la nation de mort subite.

Il y a cependant une bonne nouvelle. Les mêmes prophéties qui parlent de « personne pour venir au secours d'Israël » montrent également que Dieu voit ce qui se passe et qu'Il a un plan pour sauver la nation. Dieu a l'intention d'exposer ce mal à la vue de tous. Ce faisant, Il donnera aux nations d'Israël — y compris, mais pas seulement, à l'État juif d'Israël — une dernière chance de se tourner vers Lui.